



Se perdre dans les départementales ou rejoindre au plus vite la lutte ?

Lundi 16 mars 2015

C'est sûr, le gouvernement peut s'en inquiéter, les élections départementales des 22 et 29 mars, tout le monde s'en fiche. D'ailleurs, personne n'y comprend rien. Il s'agirait de voter à ces ex-cantoniales pour des représentants de départements que le gouvernement voulait supprimer il y a un an (pour faire des économies) et dont près de la moitié des compétences ont été déjà transférées aux régions.

Personne ne sait à quoi sert le scrutin mais, selon le gouvernement, Valls en tête, c'est le FN qui risque, qui peut, qui va gagner. Alors, sur les radios, les télévisions, la musique gouvernementale est la même. À grands renforts de spots publicitaires, il faut aller voter et voter bien... PS bien sûr ! Pour une autre politique ? Certainement pas ! Hollande et Valls l'ont martelé ces derniers jours : il est « hors de question » de changer de politique.

Un gouvernement rabatteur sur les voies sans issue du FN

Alors, c'est vrai, pourquoi les électeurs voteraient-ils pour le parti au pouvoir qui persiste et signe ? Lui qui est, pour cette raison, le premier responsable de la montée du Front national après trois ans de politique anti-ouvrière.

Pour ne retenir que le pire : la loi pour la « sécurisation » de l'emploi, qui permet une flexibilité sans limite dans les entreprises, de baisser les salaires, d'allonger le temps de travail, de ne plus payer une partie des heures supplémentaires. Et, comme si le patronat n'avait pas déjà tout ce qu'il voulait, le gouvernement nous sort la loi Macron, contre laquelle une journée de grève interprofessionnelle est prévue à juste titre le 9 avril. Tout pour mieux licencier, sans limites.

Le FN aspire à servir le grand patronat

En réalité, côté FN, personne ne critique la politique anti-ouvrière de Hollande, Valls, Macron, du PS ou de l'UMP. C'est cette politique qui génère une colère bien légitime,

grossièrement détournée par le FN dont l'arrivée au pouvoir n'améliorerait en rien, bien au contraire, le sort des travailleurs. Et ceux qui vont voter FN en pensant que c'est le dernier parti qu'on n'a pas encore essayé ignorent, ou font semblant d'ignorer, que le FN nous réserve encore pire. Preuve en est le racisme et la propagande anti-immigrés qu'il déploie pour nous le faire accepter et nous diviser.

Comme si c'étaient les travailleurs immigrés qui baissaient nos salaires, qui imposaient la flexibilité, qui licenciaient à tour de bras, qui fermaient les usines ! Non, ce sont les grands capitalistes, assoiffés de profits. Ceux-là mêmes que le FN se refuse de dénoncer. Car tous ceux qui veulent diviser les travailleurs en accusant les immigrés sont ceux qui militent en fait pour nous exploiter tous.

La seule riposte possible c'est l'unité des travailleurs contre ceux qui les exploitent

Les travailleurs immigrés sont nos alliés lorsque nous devons nous battre contre des baisses de salaires, une fermeture d'usine, des suppressions de postes, des restructurations ou des heures supplémentaires non payées dues à une flexibilité toujours accrue.

C'est le moment de manifester notre colère en renouant avec les luttes, pour les revendications qui nous unissent : **l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et le contrôle de profits qui vont toujours aux mêmes. Dans n'importe quel secteur, une lutte, même partielle, même limitée, peut devenir en peu de temps l'affaire de tous.**

Bulletin NPA Poste 78

Bravo aux facteurs de Basse-Normandie

Fin février, 1 230 des 2 000 facteurs de Basse-Normandie étaient en grève, plusieurs bureaux à 100 %. Ils ont remporté une victoire sur de nombreux centres.

La Poste voulait leur imposer de travailler le matin et l'après-midi avec une pause méridienne de 45 minutes non rémunérée, au lieu de la pause de 20 minutes actuellement payée.

À Cabourg, Alençon, Honfleur ou Lisieux, les facteurs ont obtenu de continuer à ne travailler que le matin et ont sauvé quelques tournées.

Ce succès est un encouragement pour tous ceux qui luttent contre les restructurations à La Poste.

Et le salaire ?

La Poste a annoncé qu'elle verserait une prime d'intéressement de 375 € au moins d'avril (à condition de travailler à temps plein). Vu les gros bénéfices réalisés et le gel de nos salaires depuis des années, c'est vraiment un minimum.

Tous ensemble !

Les facteurs de Sartrouville/Houilles sont en grève depuis mardi 17 mars contre une nouvelle réorganisation et la pause méridienne, qui impose des tournées à rallonge avec de nouveaux horaires pour une bonne partie d'entre eux (fin de service à 15h30 ou 18h !).

Bien conscients que c'est le sort qui sera réservé à tous les facteurs des Yvelines si le mouvement ne s'étend pas, ils sont allés s'adresser à leurs collègues de Chatou pour les convaincre de les rejoindre dans la lutte. C'est la voix à suivre.

Grèves à La Poste

De nombreux bureaux ont été ou sont en grève : Basse-Normandie, Toulouse (31), Thuir (66), Cadillac (33), Sartrouville (78), etc. À Gourdon (46), les facteurs, en grève depuis le 29 janvier, ont reçu le soutien des usagers, qui étaient 200 à manifester devant le centre le 9 mars.

Toutes ces luttes dénoncent le manque de personnel, qui existe également dans les PIC. Les collègues de Basse Normandie ont fait reculer La Poste en s'y mettant tous ensemble. C'est en allant dans cette direction que nous pourrions mettre un frein à la politique de La Poste.

La journée du 9 avril, appelée par CGT, Sud, FO et FSU dans tous les secteurs, pourra être une première occasion de se retrouver nombreux en grève et en manifestation et d'imaginer une suite.

Vu à la TV

Dans une émission sur D8, les conditions de travail à La Poste ont été passées au crible : arrêts-maladie qui explosent, accélération des cadences, chronométrages fantaisistes et suppressions d'emplois. Sans compter le témoignage de la veuve d'un cadre ayant fait un burn-out et d'une ancienne DRH, sur la souffrance au travail.

Devant un tel tableau, la direction n'a pu afficher qu'un silence coupable et compte bien poursuivre son œuvre. Mais les postiers sont bien capables de lui mettre des bâtons dans les roues.

Le compte n'y est pas

La Cour des comptes vient de « saluer », dans un rapport, la politique salariale de La Poste entre 2008 et 2012. Il n'y a pourtant pas de quoi se féliciter avec des salaires au ras des pâquerettes ! Mais le sort des travailleurs intéresse bien peu ces comptables au service du patronat.

* * *

La Cour des comptes donne un bon point à La Poste pour la limitation des salaires des dirigeants à 450 000 euros. Par un mystérieux hasard, le rapport de la Cour des comptes s'arrête en 2012... Alors qu'en 2013, Philippe Wahl, devenu PDG de La Poste, s'est versé 736 490 euros.

En France, porte fermée aux réfugiés syriens

Quelque 700 personnes manifestaient samedi dernier à Paris pour le quatrième anniversaire du soulèvement en Syrie. C'est l'occasion de rappeler que sur 10 millions de Syriens déplacés ou forcés à l'exil, la France, pays de 66 millions d'habitants, n'a accueilli en tout et pour tout que 4 000 réfugiés en 2014. C'est moins que la Suède et ses dix millions d'habitants (30 000) ou que l'Allemagne (70 000 Syriens accueillis ces dernières années). Sans parler du Liban, petit pays de 4,5 millions d'habitants, qui en a accueilli 1,3 million.

La famille Al-Assad possède un somptueux hôtel particulier et une bonne quinzaine d'appartements à Paris. La France est loin d'être aussi accueillante pour les millions de victimes de son régime.

TU L'AS LU, ÇA T'A PLU ? FAIS-LE CIRCULER...

Contact : npaversailles@laposte.net

Site des postiers NPA : <http://npa-secteurpostal.org/>